



# **ALGÉRIE-MAROC** / **LA FRONTIÈRE**

Elle est "fermée" depuis l'été 1994. Enquête et reportage le long

par Farid Alilat envoyé spécial  
et Saïd Aït-Hatrit

« **M**on mari est mort en Algérie en 1994, alors qu'il se faisait soigner dans un hôpital d'Oran. Nous n'avons pas pu récupérer sa dépouille, en raison de la fermeture des frontières terrestres entre le Maroc et l'Algérie. La mort dans l'âme, nous avons dû l'enterrer sur place. À ce jour, ni moi ni mes deux filles n'avons eu l'occasion de nous rendre à Oran pour nous recueillir sur sa tombe. Qu'ils rouvrent ce satané passage pour nous permettre de voir

enfin sa sépulture ! » Quatorze ans déjà. Pour Houria et ses deux filles, l'attente se fait longue, trop longue. Employée comme gardienne à l'école Sidi-Ziane à Oujda, celle-là même où le président algérien Abdelaziz Bouteflika a fait ses premières classes durant les années quarante, Houria, âgée d'une quarantaine d'années, s'est résignée. Faute d'argent pour prendre un bus ou un taxi pour rallier Casablanca avant de rejoindre, par avion, la ville d'Oran, elle attend désespérément que Marocains et Algériens se

**Le poste frontalier des « deux mulets » est le seul point de passage sur 1600 km.**



مرکز الحدود زوج ابغال  
POSTE FRONTIERE ZOUJ BEGHAL

**de cette étrange ligne de démarcation.**

décident enfin à rouvrir ces fameuses frontières fermées depuis l'été 1994. « Pourquoi nos dirigeants n'arrivent-ils pas à s'entendre, s'interroge Houria. Pourtant, nous sommes tous khaoua (frères). Avec les Algériens, nous partageons la langue, l'histoire, la religion. Depuis des siècles, nos sangs se sont même entremêlés pour faire un même peuple. Dites à Bouteflika de faire le geste que

tous les Marocains attendent de lui. » C'est à Oujda, plus que partout ailleurs au Maroc, que l'on prend la mesure de la situation tragi-comique engendrée par cette fermeture. D'un côté, on ferme les yeux sur une gigantesque contrebande, de l'autre, on continue de refuser aux Algériens et aux Marocains le droit de circuler librement entre les deux pays. D'un côté, des produits de toutes sortes qui entrent

et sortent en toute illégalité, de l'autre, des hommes et des femmes qu'on prive de déplacement en raison de différends politiques et de contentieux historiques. « Cette fermeture a provoqué des drames et des déchirements qui deviennent de plus en plus difficiles à supporter au fil des ans, explique Ali, journaliste originaire d'Oujda. Du jour au lendemain, des milliers de familles ont été séparées, divisées, écartelées. C'est à croire que nos responsables ne mesurent pas assez l'ampleur de la tragédie. »

La brouille entre les deux pays remonte à l'été 1994. Au lendemain de l'attaque terroriste qui a visé l'hôtel Atlas-Asni à Marrakech, Rabat soupçonne les services algériens d'être derrière l'attentat et impose un visa d'entrée pour les ressortissants algériens. En réaction, non seulement les autorités d'Alger appliquent le principe de la réciprocité, mais elles décident de fermer les frontières terrestres entre les deux pays. Certes, les liaisons aériennes ne sont pas coupées, certes encore la contrainte du visa a été supprimée depuis 2005, mais l'Algérie refuse toujours de rouvrir ces fameuses frontières, en dépit des multiples sollicitudes du Maroc. Bien sûr, ce refus empoisonne les relations bilatérales et complique l'existence des deux populations. À Oujda, chaque famille, ou presque, possède un frère, une mère, une épouse, une sœur, un cousin, un oncle établi de l'autre côté de la frontière. Les liens de sang sont étroits, profonds, et remontent tellement loin dans le temps qu'il est difficile encore aujourd'hui pour les uns et pour les autres de définir avec exactitude leur « origine ». Algériens, Marocains, ou les deux à la fois ? Yacine Mellali fait justement partie de ces gens qui ont un pied au Maroc et l'autre en Algérie, l'esprit à Oujda et le cœur à Oran. Patron d'un petit commerce de cosmétiques à Nador, ville portuaire du Rif, à soixante kilomètres d'Oujda, ce jeune homme d'une trentaine d'années avoue mener une vie de transhumance. « Je suis un nomade qui vit entre les deux pays, dit-il. Quand je suis au Maroc, je pense aux miens qui sont restés en Algérie. Quand je suis en Algérie, je pense à ceux que j'ai laissés au Maroc. » Marié à une Algérienne, Yacine doit donc se rendre, tous les trois ou quatre mois en Algérie, pour revoir son épouse ainsi que sa fille restées

## LA POLITIQUE DE LA RUPTURE

« **H** alq el rouhous, lebs el burnous, akl el couscous » (crânes rasés, port du burnous, consommation du couscous). C'est par cette formule laconique que le savant marocain Hassan el Youssi illustre, au XVII<sup>e</sup> siècle, la culture commune aux habitants du Maghreb. Quatre siècles plus tard, les attributs ont évolué. Mais les Etats qui composent cette région n'en partagent pas moins une même histoire, une même religion, une même aire géographique. Avant même l'époque des indépendances, lorsque la Tunisie et le Maroc servaient de base arrière au Front de libération national (FLN) algérien, les dirigeants marocains et algériens, ainsi que leurs voisins du Maghreb, se sont interrogés sur la manière de mettre à profit leur culture « arabe et musulmane » commune, dans le cadre d'une organisation intégrée ou fédérée. Entre la construction de leurs États-nations et les velléités supposées de domination régionales des uns et des autres, le processus, teinté de méfiance, n'a pas été des plus faciles. Il a été marqué entre Alger et Rabat par une guerre, dite « des sables », en 1963, et par le conflit du Sahara occidental, qui dure depuis 1975. En 1988, les deux pays se sont ralliés à l'idée que les éléments qui les rapprochent sont bien plus nombreux que ceux qui les divisent, pour créer, avec leurs voisins, l'Union du Maghreb arabe (UMA). Mais le calcul, fait par le roi Hassan II et le président algérien Chadli Bendjedid, de mettre en sourdine le contentieux du Sahara, pour réaliser cette Union, s'est révélé impraticable. Cristallisée par ce conflit, la suspicion entre les deux pays a atteint un degré tel qu'elle conduit encore aujourd'hui à la paralysie de l'organisme régional et à la fermeture de leur frontière commune. Les référendums d'autodétermination promis aux Sahraouis par l'ONU se sont ensablés et, lors des rounds de négociations organisés sous l'égide de l'organisme international, le Front Polisario (soutenu par Alger) et Rabat développent inlassablement les mêmes arguments : l'autodétermination pour le premier et une « large autonomie » pour le second. A quand la fin de ce désastreux statu quo, rendu possible dans ce conflit « froid » par l'absence de réelles pressions internationales ? Le 21 avril dernier, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, Peter Van Walsum, est, pour la première fois, sorti de sa réserve et des contours que son organisation a elle-même dessinés, en 1975, en réclamant l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le médiateur onusien, lassé des blocages, s'est déclaré pour « une solution réaliste », en faveur du Maroc, qui administre de fait le Sahara occidental, dans la mesure où l'indépendance n'est pas à ses yeux « un objectif atteignable ». La sortie de Van Walsum, ajoutée aux velléités françaises de création d'une Union pour la Méditerranée, pourraient-elles bousculer les relations entre Alger et Rabat ? « Je ne sais pas, répond l'historien Benjamin Stora, qui a vécu dans les deux pays. Chaque année, on annonce le dégel. Le problème, c'est qu'après quinze ans de fermeture de la frontière et trente ans de conflit, les nouvelles générations naissent dans la séparation. La propagande d'en haut descend en bas, et peut atteindre les sociétés... » □ **Saïd Aït-Hatrit**



**A la sortie de la ville marocaine de Saïdia, l'oued, au pied de la falaise, sert de frontière naturelle. Chaque jour, de part et d'autre de la rivière, Algériens et Marocains communiquent. Ici, un groupe de jeunes Algériens pose devant un graffiti : "L'Algérie d'abord et à jamais".**

vivre à Oran. « Chacun de mes déplacements relève d'un véritable chemin de croix, soupire-t-il. Je dois d'abord gagner Casablanca en voiture avant de prendre l'avion pour Alger. Une fois là-bas, je dois encore prendre la route vers Oran. Pour revenir à Nador, je suis obligé de refaire le même parcours, en sens inverse. À chaque fois que j'éprouve le besoin de revoir ma famille, je suis contraint de dépenser plus de 6 000 dirhams (environ 522 euros). Si la frontière était ouverte, je dépenserais nettement moins et perdrais encore moins de temps. C'est totalement absurde, insensé et injuste. Nous sommes les otages d'une situation qui nous dépasse. » Dans la ville de l'Est marocain, tout le monde vous fera le même constat, tant il est vrai que cette frontière, longue d'environ 1 600 km, sensée être fermée, scellée, cadenassée, n'a jamais été autant ouverte, poreuse, perméable. Ceux qui s'imaginent qu'un vaste mur, des grillages, des barbelés ou une barrière métallique sont dressés le long de cette bande frontalière se trompent. Entre

le Maroc et l'Algérie, il n'y a pas de ligne Maurice ou de Mur de Berlin. Bien sûr, de la mer Méditerranée jusqu'aux confins du désert, des miradors et des postes de surveillance sont érigés de part et d'autre, mais ils sont bien trop peu nombreux pour dissuader les contrebandiers. Sur cette frontière immense, il existe un seul point de passage, le poste frontalier Zoudj Beghal (« deux mulets »), distant d'une

ché d'un peu trop près, nous avons failli faire l'objet d'une interpellation de la part de vigiles quelque peu soupçonneux à notre égard. À Zoudj Beghal, gendarmes, douaniers et policiers marocains, assis à l'ombre d'eucalyptus géants, se prélassent devant des locaux désespérément vides. De l'autre côté, au poste frontalier Akid Lotfi, leurs homologues algériens ne font guère mieux. Voilà des gardiens désceu-

**« Du jour au lendemain, des milliers de familles ont été séparées, divisées, écartelées. »**

quinzaine de kilomètre du centre-ville. À l'entrée de ce Checkpoint Charlie version Maghreb, on a dressé des panneaux de signalisation, des blocs en béton armé, des barrières métalliques, des chicanes, des fûts, pour signifier à ceux qui ne le savent pas encore que la frontière est fermée. Un panneau interdisant la prise de photo est installé à même l'entrée, pour dissuader quiconque voulant immortaliser ces lieux, jadis passage obligé entre le Maroc et l'Algérie. Pour s'en être appro-

chés d'un no man's land qu'il ne viendrait à l'esprit de personne de vouloir franchir. « Toute cette armada de contrôleurs, de surveillants, de vigiles, ne sert à rien, ironise un serveur de L'Étape, une cafétéria dont les murs jouxtent ceux de Zoudj Bghal. Pourquoi risquer de se faire tirer dessus par les gardes-frontières ? Si vous souhaitez vous rendre en Algérie, il vous suffira simplement de vous éloigner de quelques centaines de mètres au nord ou au sud pour franchir tranquillement la

## CHRONOLOGIE

*Les relations Alger/Rabat, en quelques dates.*

- **27-30 avril 1958** Conférence de Tanger. Les trois principaux mouvements politiques tunisien, algérien et marocain (Néo-Destour, Front de libération nationale, Istiqlal) se réunissent dans une perspective unitaire maghrébine.
- **octobre 1963** « Guerre des sables » entre Rabat et Alger, due à un différend frontalier concernant la région de Tindouf. Le cessez-le-feu est obtenu sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en novembre.
- **11 octobre 1964** Création, à Tunis, du Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM), expression économique des velléités unitaires de la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Sans moyens, il se réunit pour la dernière fois à Rabat en mai 1975.
- **15 janvier 1969** « Traité de fraternité, de bon voisinage et de coopération » signé à Ifrane (Maroc) par Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères, et son homologue marocain.
- **27 mai 1970** Hassan II renonce à Tindouf et Béchar (Algérie).
- **10 mai 1973** Création du Front populaire pour la libération de la Saguia El-Hamra et du Río de Oro (Front Polisario).
- **14 décembre 1973** L'Assemblée générale de l'ONU réaffirme son attachement au principe d'autodétermination et demande à l'Espagne de prendre les mesures permettant l'organisation d'un tel référendum dans ses territoires sahariens.
- **6 novembre 1975** Début de la Marche verte, 350 000 Marocains entrent dans les provinces du Sahara sous occupation espagnole, un *Coran* à la main, afin d'y signifier la souveraineté



**Octobre 1963.**  
C'est la "Guerre des sables".

du Maroc - le conseil de sécurité de l'ONU (résolution 380) demande au Maroc de s'en retirer.

- **14 novembre 1975** Accord tripartite de Madrid par lequel l'Espagne cède l'administration de son territoire au Maroc et à la Mauritanie.
- **décembre 1975** En réponse à la Marche Verte, Alger expulse d'Algérie les ressortissants considérés comme Marocains.
- **janvier 1976** Violents affrontements entre les troupes marocaines et algériennes à Amgala (Sahara occidental).

- **27 février 1976** Le Front Polisario proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD), un jour après le retrait de l'Espagne du Sahara.
- **7 mars 1976** Rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie et fermeture de la frontière.
- **juin 1983** Rétablissement de la liberté de circulation entre l'Algérie et le Maroc, suite à une rencontre entre Hassan II et Chadli Bendjedid quatre mois plus tôt.
- **6 mai 1988** Alger et Rabat rétablissent leurs relations diplomatiques et ouvrent leurs frontières.
- **17 février 1989** Création de l'Union du Maghreb arabe (UMA).
- **août 1994** Attentat de l'hôtel Atlas Asni, à Marrakech, commis par des ressortissants franco-algériens. Rabat rétablit le visa pour les Algériens et indique à ceux qui se trouvent au Maroc qu'ils sont en situation irrégulière. Alger rétablit le visa et ferme sa frontière.
- **30 juillet 2004** Le Maroc supprime unilatéralement le visa pour les ressortissants algériens. Alger fait de même en avril 2005. La frontière terrestre reste fermée. □ S. A.-H.

frontière. C'est un jeu d'enfants, que tout monde pratique de jour comme de nuit. » Griller ces frontières qui ressemblent à un gruyère est un sport qui se pratique tant par les Algériens que par les Marocains. Chaque jour, hommes, femmes et enfants passent d'un pays à un autre sans grande difficulté. Certes, des Marocains prétendent volontiers que les militaires et les gendarmes algériens ont la gâchette facile, et qu'ils s'amusent parfois à canarder les resquilleurs, mais les incidents sont très rares. Si certains habitants des localités limitrophes se hasardent à passer clandestinement la frontière uniquement pour revoir des proches établis au Maroc

ou en Algérie, une grande majorité de ceux qui la grillent le font pour s'adonner au *trabendo* (contrebande). 24 h/24, c'est une véritable procession de voitures, de camions, de carrosses, de bicyclettes, de motos, de mules, d'ânes ou de mulets qui traverse les frontières pour acheter, ven-

côté, elle trouvera toujours un autre chemin pour couler à nouveau, nous explique dans une parabole Driss Houat, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oujda et député au Parlement marocain. Plus on interdit aux humains un passage naturel, plus ils s'ingénieront à trouver de

**La contrebande est devenue le sport local. Son volume a atteint les 500 millions d'euros en 2003.**

dre et troquer. À les voir s'activer de la sorte, ils ressemblent à des colonnes de fourmis laborieuses et disciplinées que nul obstacle, nulle autorité ne semble, perturber, dissuader ou arrêter. « Ce flux, on dirait de l'eau. Si vous la bloquez d'un

nouvelles issues pour continuer à se voir et à faire du commerce. » Élémentaire...

Dire que les échanges informels n'ont jamais autant prospéré que depuis la fermeture est une évidence. La ville d'Oujda est ainsi devenue l'eldorado de la contre-



**Dans l'Est marocain, tout le monde roule avec le carburant pompé dans les stations-service algériennes.**

bande. Selon des estimations officielles des autorités marocaines, le volume de la contrebande, rien que pour l'année 2003, s'élève à 6 milliards de dirhams (plus de 500 millions d'euros). Et à en croire de nombreux experts, le trafic n'est pas près de s'arrêter. En tête du hit-parade des produits importés frauduleusement, l'essence. À Oujda, ainsi que dans les autres villes et villages du Rif, tout le monde roule grâce au carburant pompé dans les stations services d'Algérie. Le trafic est à ce point important que de nombreuses stations de la région ont dû fermer boutique, faute de clients. Vendu à raison de 130 dirhams le bidon de 30 litres, alors qu'officiellement il en coûte le double, l'essence ou le gazole algériens permet aux contrebandiers, aux intermédiaires et aux petits revendeurs de brasser des dizaines de millions d'euros. Driss s'en cache à peine. Propriétaire d'un magasin de vulcanisation à Bni Drar, un village adossé à la frontière, il a fait de la revente de carburant *made in Algeria* sa principale activité. « Vulcanisateur, c'est juste une façade pour éviter les ennuis, dit-il malicieusement. De toutes les façons, ici tu ne risques pas grand-chose, parce que tout monde ferme les yeux. Si tu te fais attraper, tu pourras toujours payer la *bezra* (bakchich en jargon local). Flic, mkhazni, policier, ou douanier, tous prennent des pots-de-vin. » Dans son entre-

pôt aménagé, Driss stocke des dizaines de bidons d'essence, qu'il écoulera auprès des particuliers, mais aussi auprès des chauffeurs de camions et autres conducteurs de bus, tous ravis de faire des économies substantielles, grâce à cet or venu d'Algérie. Mais, à y regarder de plus près, il n'y a pas que le carburant qui atterrit ici. À Oujda, on mange, on boit, on s'habille et on se chausse algérien. « La ville est devenue un grand bazar sur lequel se déversent toutes sortes de produits venus d'Algérie, explique Mohamed, vendeur de tissus dans le souk de la médina. Non seulement ils sont moins chers, mais aussi parce que les Oujdis éprouvent de la nostalgie pour tout ce qui provient de nos voisins. » Ah, cette nostalgie pour l'Algérie, ses produits contrefaits et ses touristes ! Surtout ses touristes. Ici, on se souvient de cette époque bénie pendant laquelle des marées humaines se déversaient sur Oujda, Nador, Fès, Casablanca, Rabat et Marrakech. Ils venaient en voiture, par train, en bus, par avion, et même à pied, pour dépenser sans compter. Selon des estimations officielles, les Algériens qui se rendaient au Maroc dépensaient 1,5 milliard de dollars par an. Un vrai jackpot pour l'économie marocaine. « Ils ne marchandaient pas trop, se rappelle Réda, gérant d'une librairie dans le centre-ville. Ils achetaient tout et n'importe quoi et payaient cash. Pas de chèque, pas

## LES EXPULSÉS

6 novembre 1975, Rabat organise la Marche verte et convoie 350 000 Marocains dans le Sahara espagnol, dont le statut est alors disputé entre le Front Polisario, soutenu par Alger, et le Maroc. Les autorités algériennes réagissent quelques semaines plus tard, en expulsant des dizaines de milliers de personnes considérées comme marocaines (40 000 familles, selon les estimations). Certaines étaient nées en Algérie, sans avoir jamais mis les pieds au Maroc, et d'autres avaient participé à la guerre de libération nationale. Les familles mixtes « algéro-marocaines » ont été séparées, avec maintien des enfants auprès du père. Et même certaines familles « marocaines » se sont retrouvées « cassées », comme celle d'Abdel, qui vit en France et se considère Algérien, même s'il n'a jamais pu obtenir cette nationalité. Expulsée à deux reprises, sa mère est à chaque fois repartie vivre en Algérie. « Du jour au lendemain, c'est une partie de l'Algérie qui a été sacrifiée », déplore Mohamed Cherfaoui, président à Paris de l'antenne européenne de l'Admea (l'Association de défense des Marocains expulsés d'Algérie). Créée à Nador, en 2005, elle défend les intérêts et la mémoire des victimes de ce drame. Cet événement, « les Algériens en ont honte, explique Lahouari Addi, sociologue à l'Institut d'études politiques de Lyon II, qui vivait à Oran en 1975. Un ou deux mois après les faits, Boumediène a d'ailleurs donné la nationalité à mille ou deux mille Marocains d'Algérie, en catimini... Les dirigeants maghrébins n'ont simplement pas le sens des perspectives historiques », tente-t-il de comprendre. « Le problème entre les deux pays n'est pas politique, c'est un problème d'affect ». L'Admea réclame aujourd'hui des excuses officielles et la reconnaissance par Alger de cette « tache noire », ainsi que des réparations matérielles et morales. Côté marocain, elle demande aux autorités de lui fournir les données chiffrées collectées en 1975 et de lui apporter un soutien. L'association a déjà présenté ses revendications à la présidence algérienne à deux reprises, via des ambassades marocaines, sans succès. Elle s'apprête à le faire une dernière fois et prévient qu'elle saisira la Cour pénale internationale en cas de nouvelle fin de non recevoir. □ S. A.-H.

de retard de paiement, pas de problèmes avec les banques. On les aime bien ces Algériens. Ils nous manquent tellement... » Première escale après la frontière, Oujda est sans doute la ville qui a le plus bénéficié de la réouverture, intervenue en 1989, après que le Maroc et l'Algérie se sont rabibochés. Grâce aux devises des voisins de l'est, la ville a connu un grand moment de prospérité. « Tout le monde en a profité, avoue Adlène, chauffeur de taxi. Du temps où la frontière était encore ouverte, je travaillais jour et nuit. Aujourd'hui, mon

chiffre d'affaires a chuté de la moitié, voire même plus. » Restaurateurs, hôteliers, commerçants, transporteurs, brocanteurs, vendeurs de friperies, les touristes algériens auront permis à toute une population de gagner de l'argent, voire même, pour certains businessmen, de s'enrichir. Signe évident de cette prospérité, la prolifération des hôtels. Au début des années quatre-vingt-dix, Oujda en comptait plus d'une trentaine. Pour héberger ces milliers de touristes, on a même dû construire à la hâte de nouveaux établissements. « C'était

une époque dorée, se remémore Saïd, gérant de l'hôtel d'Alger, situé au cœur de la Médina. On refusait même les clients, faute de place. » Construit en 1947, cet établissement qui compte seize chambres affichait complet tout au long de l'année. Aujourd'hui, les lieux font pitié. Pièces vides, murs décrépits, hall de réception délabré, parterre poussiéreux, l'hôtel d'Alger a perdu de sa splendeur, en perdant sa clientèle algérienne. Saïd n'espère qu'une chose : que la frontière soit rouverte le plus tôt possible. □

## BOUTEFLIKA L'ENFANT D'OUJDA

« Bouteflika ? Bien sûr que tout le monde le connaît. Même les enfants savent qu'il est né ici. Dans la vieille ville, vous trouverez encore quelque traces de son passage », nous dit un ancien. Bien que sa biographie officielle ne mentionne pas son lieu de naissance, le président algérien a bel et bien vu le jour à Oujda, le 2 mars 1937. Son père, Ahmed Bouteflika, qui a épousé en secondes noces Ghazlaoui Mansouriah, était tailleur, avant de travailler comme mandataire pour un ami algérien, un certain Boussif, propriétaire d'un hammam du même nom. Dans la médina, l'école Sidi-Ziane est toujours debout. Première école moderne du Maroc, elle a été construite en 1907, après la conquête d'Oujda par les troupes du général Lyautey. C'est ici que le petit Abdelaziz a fait ses premières classes dans les années quarante. C'était un bon élève, se souvient-on. Membre de la troupe théâtrale de l'école, il s'est même produit dans une pièce en arabe, *Tahrir hor min taraf aabd* (Quand un esclave délivre un homme libre), jouée au cinéma Paris. Après avoir



La maison familiale des Bouteflika, dans la vieille ville.

quitté les bancs de Sidi-Ziane, Bouteflika rejoint l'école des scouts de Hassania et intègre le lycée Abdelmoumen, qui a aussi accueilli l'ancien Premier ministre marocain, Ahmed Osman. À Oujda, la rumeur laisse entendre que le bulletin scolaire de Bouteflika circulerait parmi certaines personnes. Mais impossible de mettre la main sur le document. Pour retrouver la maison familiale de Bouteflika, il faut se rendre dans le quartier où vivait jadis une grande communauté algérienne. À l'angle de la rue Nedroma, au numéro 6, se dresse une bâtisse avec de hauts murs couleur ocre. C'est ici que le jeune Abdelaziz habitait avec ses parents, ses

frères, sa sœur et ses demi-sœurs. Aujourd'hui, la porte est barrée de planches. « Elle n'est plus occupée depuis que Bouteflika a été élu président », croit savoir un voisin. De l'autre côté de la rue, la laiterie de son oncle, El Ghouti, est toujours debout, transformée en magasin d'alimentation générale. Une ancienne amie de Latifa, la demi-sœur du raï's, se souvient que la vie était agréable chez les Bouteflika. Ni riches ni pauvres, ils recevaient du monde. A l'époque de la révolution algérienne, Houari Boumediene, ami et compagnon de Boutef, leur rendait souvent visite. « Chaque fois qu'il venait, on lui préparait une *maakouda*,

un plat de viande, d'œufs et de pommes de terre. » Bouteflika est-il retourné dans sa ville natale depuis l'indépendance de l'Algérie, en juillet 1962 ? Les Oujdis ne gardent pas de souvenirs de son passage, alors que le président lui-même a rarement évoqué le sujet publiquement. « Bouteflika est revenu au début des années quatre-vingt-dix, affirme un journaliste local. Je l'ai même aperçu chez un cousin à lui, propriétaire du magasin de vêtements Monaco. On aimerait le revoir à Oujda pendant qu'il est encore président, ça serait une belle illustration de réconciliation entre les deux pays. » □ F. A.

# "Des deux côtés, des entreprises souffrent"

C'était en 2005. Les hommes d'affaires algériens et marocains s'étaient mis en tête de remonter le taux ridicule des échanges entre leurs deux pays, indépendamment des différends diplomatiques qui les minent. Mieux, ils espéraient amener les autorités politiques à leur emboîter le pas. Cette volonté s'était traduite par l'organisation de deux forums économiques algéro-marocains, à Casablanca, en février, et à Alger et Oran, deux mois plus tard. Celui-ci s'était soldé par la création d'une Chambre de commerce algéro-marocaine. L'année suivante, le patronat marocain avait pris part à la Foire internationale d'Alger et, cerise sur le gâteau, en juin 2007, c'est une Semaine commerciale et culturelle de l'Algérie qui avait été organisée à Casablanca. Le dîner de gala offert à cette occasion avait même été présidé par les princesses Lalla Salma et Lalla Asmaa, en présence d'un aréopage de ministres et de patrons d'envergure – le politique n'était finalement pas si loin. Trois ans après, quels résultats ? « Tout est bloqué. La Chambre de commerce algéro-marocaine était un projet louable mais le vœu est resté pieu », regrette Belkacem Boutayeb, consultant auprès de l'Association des exportateurs marocains (Asmex) et responsable de la région MENA à l'Institut marocain des relations internationales. « Lorsque nous discutons, poursuit Driss Houat, président de la Chambre marocaine de commerce et d'industrie, nous sommes d'accord pour faire les choses. Mais quand vient le moment de les réaliser, ce n'est plus possible. Le privé a besoin du politique... » Il explique en substance que, pour réaliser des « investissements croisés dans des installations communes », la méfiance et l'absence d'assurance relatives au versement des fonds finissent par être paralysantes. Même constat de la part de Réda Hamiani, président du Forum des chefs d'entreprises, en Algérie : "La volonté politique, avec la mise en place d'un cadre fiscal, douanier et bancaire incitatif entre les pays maghrébins, est un préalable indispensable. De même qu'il est nécessaire de créer un tissu économique en nous rencontrant davantage et en ins-

tallant les sièges de nos firmes dans nos pays respectifs". Et de conclure, de retour du Salon de la franchise de Casablanca : "La volonté existe au niveau fraternel, mais lorsque nous étudions la faisabilité technique des projets, commercer avec Dubaï, Shanghai, Marseille ou l'Italie est plus intéressant qu'avec nos voisins !"

À la fin des années quatre-vingt déjà, dans la foulée du rétablissement de leurs relations diplomatiques (mai 1988) et de la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA, février 1989), Alger et Rabat avaient tenté de cimenter leur réconciliation par la voie économique. Ministres de l'Énergie, patrons d'entreprises et présidents de banques avaient multiplié les rencontres pour faire décoller les échanges. Dans le cadre de l'UMA, la création d'une compagnie aérienne régionale, baptisée Air Maghreb, avait été annoncée, en juin 1989, avant que le projet ne soit enterré l'année suivante. La liaison ferroviaire Oujda-Tlemcen, interrompue depuis treize ans, avait été rouverte le même mois. Elle a depuis été de nouveau suspendue. Que dire de l'échec du Comité permanent consultatif maghrébin

(CPCM, voir chronologie), qui devait préparer l'union économique du Maghreb, dans les années 1960 ? Quant au président algérien Boumediène, il avait lui-même confié à plusieurs reprises à l'ex-journaliste du Monde, Paul Balta, son souhait de faire de l'Ouest du Sahara, la Ruhr du Maghreb, en collaboration avec ses voisins... L'année prochaine, la réalisation des deux autoroutes est-ouest algérienne et marocaine risque de s'achever sans interconnexion. Pourtant, assure Belkacem



**Driss Houat, président de la Chambre marocaine de commerce.**

Boutayeb, « des deux côtés, il y a des entreprises qui souffrent et qui gagneraient à la réouverture de la frontière. L'Algérie ramène des entrepreneurs chinois dans la construction, mais les Marocains sont capables de réduire le déficit immobilier en Algérie, à moindre coût

et avec compétence. Ensemble, les deux pays gagneraient deux à trois points de PIB et pourraient constituer un nouveau géant, qui rivaliserait de loin avec l'Égypte et l'Afrique du Sud. » Et "si nous n'allons pas par nous mêmes à l'union, prévient Réda Hamiani, elle nous sera imposée de l'extérieur, notamment par l'Europe". □ **Saïd Aït-Hatrit**

## LES CLÉS DE L'ÉCONOMIE

En 2007, la part du fournisseur marocain dans les importations algériennes n'a pas dépassé 1 %, comme lors des cinq années précédentes. La valeur des importations du royaume alaouite en provenance du pays voisin a, en revanche, atteint 3 %, alors qu'il oscillait depuis cinq ans entre 1 % et 2 %. Le Maroc était ainsi en 2007 le 23<sup>e</sup> fournisseur et le 12<sup>e</sup> client de l'Algérie. Hors hydrocarbures, un produit qui domine à plus de 90 % les exportations algériennes, le Maroc est même le quatrième client d'Alger (8,46 % du total des exportations algériennes, hors produits pétroliers). En plus des hydrocarbures, le Maroc

achète à son voisin des huiles et lubrifiants, du fer et de l'acier, du zinc, des produits chimiques et des dattes. De son côté, l'Algérie importe depuis le Maroc des produits alimentaires, des articles de confection textile et des « produits divers de consommation », du plomb et des produits finis d'équipement industriel. En 2007, les deux pays ont vu pointer la Chine à la troisième place de leurs principaux fournisseurs (la France reste largement première). Un partenaire dont certains acteurs économiques appellent à réduire l'influence par un rapprochement Rabat/Alger. □ **S. A.-H.**